

---

**PARTIE NON OFFICIELLE**

---

Avis et annonces.

1536

---

**PARTIE OFFICIELLE**  
**2015 ACTES PRESIDENTIELS**  
**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

*ORDONNANCE n° 2015-714 du 4 novembre 2015 portant extension du bénéfice des avantages incitatifs du régime d'agrément à l'investissement du Code des investissements à la création ou au développement d'activités de grands centres commerciaux.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre du Commerce, du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et du ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°2014-861 du 22 décembre 2014 portant budget de l'Etat pour l'année 2015, en son article 12 ;

Vu l'ordonnance n°2012-487 du 7 juin 2012 portant Code des investissements ;

Le Conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article 1. — Les avantages incitatifs accordés aux entreprises prévus par le Code des investissements, dans le cadre du régime d'agrément à l'investissement, sont étendus à la création ou au développement d'activités de grands centres commerciaux d'un coût minimum de dix milliards.

Art. 2. — Les mesures prévues à l'article précédent sont applicables aux supermarchés, aux hypermarchés et aux centres commerciaux en cours de construction avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Art. 3. — La présente ordonnance modifie les dispositions de l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 portant Code des investissements.

Art. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 4 novembre 2015.

Alassane OUATTARA.

*DECRET n° 2015-712 du 3 novembre 2015 portant délégation de signature à M. le Premier Ministre, chef du Gouvernement.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution en son article 53 ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013, n° 2014-89 du 12 mars 2014, n° 2015-334, n° 2015-335 et n° 2015-336 du 13 mai 2015;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n°2013-802 du 21 novembre 2013, n° 2015-445, n° 2015-446, n° 2015-447, n° 2015-448 et n° 2015-449 du 24 juin 2015 ;

Vu les nécessités de service,

DECRETE :

Article 1. — Délégation de pouvoir est donnée, pour une durée de six mois renouvelable, à M. le Premier Ministre, chef du Gouvernement, pour signer les décrets portant intérim des ministres.

Art. 2. — Le Premier Ministre, chef du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 novembre 2015.

Alassane OUATTARA.

*DECRET n° 2015-715 du 4 novembre 2015 portant ratification de l'Accord de prêt d'un montant total de neuf millions (9 000 000) d'euros, soit cinq milliards neuf cent trois millions six cent treize mille (5 903 613 000) francs CFA, conclu le 2 janvier 2015 entre la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du Projet de promotion de l'économie agricole.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, du ministre de l'Agriculture et du ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013, n° 2014-89 du 12 mars 2014, n° 2015-334, n° 2015-335 et n° 2015-336 du 13 mai 2015 ;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-802 du 21 novembre 2013, n° 2015-445, n° 2015-446, n° 2015-447, n° 2015-448 et n° 2015-449 du 24 juin 2015 ;

Vu l'Accord de prêt du 2 janvier 2015 relatif au financement du Projet de promotion de l'économie agricole ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — L'Accord de prêt d'un montant total de neuf millions (9 000 000) d'euros, soit cinq milliards neuf cent trois millions six cent treize mille (5 903 613 000) francs CFA, conclu le 2 janvier 2015 entre Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du Projet de promotion de l'économie agricole, est ratifié.

Art. 2. — Le ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Agriculture et le ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 4 novembre 2015.

Alassane OUATTARA.